



Vivre du lait

Bassin laitier Charentes-Poitou

Bulletin des éleveurs bovins et caprins

N°1
mai 2008

Perspectives des marchés laitiers



L'édito



Suite aux Assises du Lait d'octobre 2007 les filières bovins lait et caprine ont souhaité se regrouper autour de la revue Vivre du Lait avec pour ambition de

développer sa diffusion à l'ensemble des éleveurs du bassin laitier et avec trois parutions annuelles.

Si l'on regarde du côté production - travail ou du côté transformation - commercialisation, beaucoup de points sont similaires aux deux filières et méritent d'être développés ensemble.

Etre éleveur laitier aujourd'hui, c'est avant tout vivre une passion et la partager avec d'autres, mais c'est également rechercher une qualité de vie et des perspectives d'avenir. La spécialisation des élevages laitiers, le renouvellement des éleveurs, la transmission et l'installation, la fin programmée des quotas, le changement brutal des marchés des produits laitiers et le refus des nouvelles générations d'éleveurs de rester en marge de la société sont autant de défis que nous devons relever et ce de manière collective.

Producteurs, transformateurs, interprofession, organisations professionnelles, financeurs et administration réunis doivent tous ensemble imaginer l'avenir de nos filières afin de pérenniser et développer les productions laitières bovine et caprine dans notre bassin laitier. J'espère que les informations que nous diffusons dans cette revue seront pour beaucoup d'entre nous le point de départ d'une réflexion globale sur nos exploitations.

Christophe LIMOGES
Président du Groupement de Promotion Lait-Viande (GPLV)

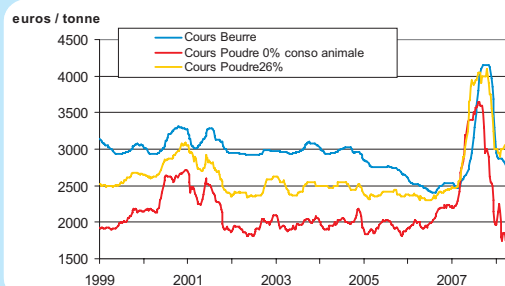
Lait de vache

Une conjoncture exceptionnelle

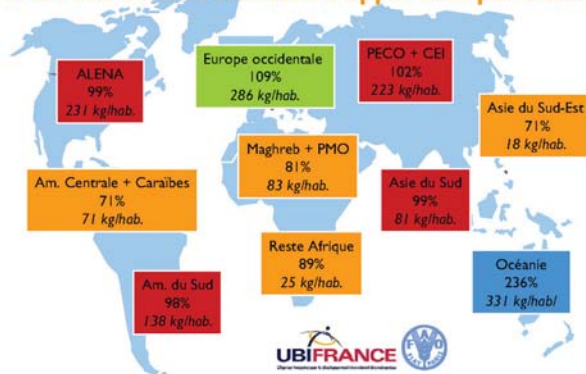
Les prix de la poudre de lait et du beurre ont atteint des niveaux records au 3ème trimestre 2007.

Mais quelle sera la tendance à plus long terme ? L'analyse des mécanismes ayant entraîné cette flambée des prix donne des pistes pour envisager les perspectives des marchés à plus long terme.

Le cours mondial de la poudre et du beurre



Auto-apvisionnement en produits laitiers et niveau de consommation apparente par habitant



Les Français sont champions d'Europe en consommation de produits laitiers avec près de 400 kg d'équivalent lait consommés an/habitant. En tenant compte de la démographie et de l'immigration il y aura environ 7 millions de Français en plus dans 20 ans. Cela représente un potentiel de près de 2 milliards de litres de lait en plus à produire.

A l'échelle mondiale, c'est une ville comme Rennes qui sort de terre chaque jour, soit 200 000 bouches supplémentaires à nourrir. Avec 60 % de la population mondiale, l'Asie concentre une part importante de ces nouveaux consommateurs. Le développement économique de ces zones et l'occidentalisation des modes de consommation (produits laitiers, pizzas...) dans les grands centres urbains entraînent une forte croissance de la consommation de produits laitiers (+ 15% par an en Chine). Le niveau de

consommation étant encore relativement bas aujourd'hui, les marges de progression sont importantes et les industriels l'ont bien compris : ils sont d'ores et déjà bien implantés sur ces marchés.

Sommaire

- Perspectives des marchés laitiers :
 - en lait de vache
 - en lait de chèvre
- Avenir des quotas
- Revenu et efficacité des exploitations



Lait de vache

Chaque année, ce sont **8 milliards de litres de lait qui sont consommés en plus dans le monde**, soit un besoin équivalent à la production annuelle de la Bretagne et des Pays de Loire ou au double de celle du Danemark. Jusqu'à présent, la croissance de la production mondiale de lait (environ + 1,5 % par an) parvenait à suivre assez fidèlement l'élévation de la consommation. Mais plusieurs difficultés sont venues enrayer l'engrenage, entraînant une flambée des cours jusqu'à présent jamais rencontrée.

Plafonnement des pays exportateurs

La sécheresse persistante en Australie entraîne une stabilisation voire une baisse de la production laitière. Le changement climatique y est très marqué et la politique agricole du pays pourrait évoluer. En Nouvelle-Zélande, la production laitière ne progresse plus avec la même intensité que durant la dernière décennie. Serait-ce un signe de plafonnement ?

Suite à la crise économique de 2002, l'Argentine a connu un recul de son cheptel et contrôlé ses exportations pour limiter les dérives inflationnistes. Quant au Brésil, contrairement à d'autres productions, il a peu développé son secteur laitier. En Europe, de nombreux Etats, dont la France, n'ont pas été en mesure de produire leur quota.

Les pays émergents surenchérisissent

C'est ensuite le jeu de l'offre et de la demande qui a pris le relais mais avec un environnement changeant qui n'a fait qu'accroître les tendances.

Avec la réforme de la PAC, le prix d'intervention, qui jusque là jouait un rôle directeur quant au niveau d'équilibre du prix du marché, a désormais un effet relativement limité. De même, les stocks mondiaux de beurre et de poudre de lait permettant d'atténuer les déséquilibres des marchés étaient faibles et ont été rapidement épuisés. Enfin, les pays émergents (Asie, Inde, pays pétroliers...) ont désormais la capacité de payer plus cher que par le passé leurs produits d'importation, et c'est ce qu'ils ont fait !

Le commerce mondial des produits laitiers

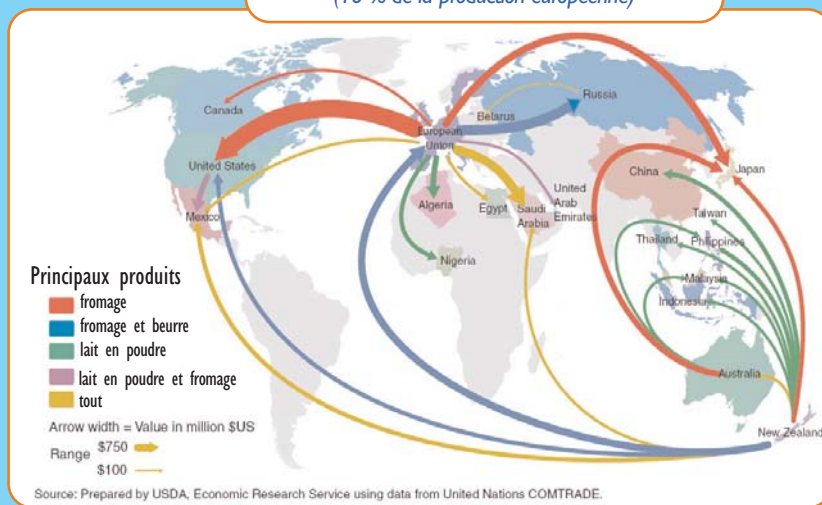
Quelques chiffres clés

Les exportations :

7 % de la production mondiale soit 40 milliards de litres

• **40 % réalisés par l'Océanie**

• **35 % réalisés par l'Europe**
(10 % de la production européenne)



+ 30 % mais avec plus de volatilité

Les marchés restent donc en expansion mais la question cruciale est de savoir qui sera capable de fournir la demande. Les pays émergents comme l'Inde et le Brésil semblent avoir la capacité de répondre à leur besoin. C'est plutôt compromis pour la Russie mais la véritable interrogation concerne la Chine. La production de lait annoncée pour 2007 est de + 16 %, mais pourront-ils continuer à faire progresser leur production dans les mêmes proportions que leur besoin ? Rien n'est moins certain...

Les experts sont confiants sur les perspectives dans le secteur laitier en débouché comme en prix. Ils prévoient même une tendance des cours à la hausse de plus de 30 % pour les dix prochaines années par rapport aux dix précédentes. Mais cet enthousiasme ne doit pas masquer le risque accru de volatilité des marchés qu'entraîne la dérégulation des politiques agricoles engagée à l'échelle européenne et mondiale.

Dossier réalisé par Christophe MAUGER, Chambre d'Agriculture de la Charente-Maritime à partir des interventions de Vincent CHATELLIER (colloque CL 17) et de Gilles PSALMON (journée lait 16)

bovins

Ils ont aussi dit :

- Comme pour le lait, les céréales devraient profiter du contexte (+ 30%).
- Avec la baisse du cheptel laitier, la France risque de devenir déficitaire en viande bovine d'ici 10 ans ! L'UE l'est déjà ce qui implique des importations en provenance du Brésil.
- Comment s'assurer de sa compétitivité lorsqu'on ne connaît pas ses coûts de production ?



DES MARCHES LAITIERS

Interview



Vincent CHATELLIER
Economiste à l'INRA de Nantes, est intervenu au colloque organisé par le Contrôle Laitier de Charente-Maritime à Saintes le 21 mars 2008.

Comment analysez-vous les décisions actuellement prises au sujet des quotas laitiers ?

La Commission européenne souhaite supprimer les quotas laitiers en 2014-2015. Cette suppression n'est pas une obligation faite, à court terme, par l'OMC. Certains Etats membres de cette organisation, dont la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ont d'ailleurs bénéficié de cette auto-régulation du marché communautaire en développant

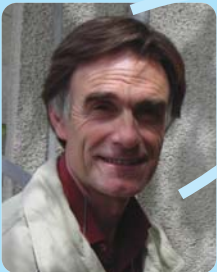
leurs exportations. Les quotas laitiers ont permis de mieux maîtriser les dépenses budgétaires et, dans certains pays, de figer la production laitière sur le territoire sur une base historique (processus favorable à une répartition territoriale équilibrée de l'offre). Avec les prix garantis fixés à un niveau élevé, ils ont offert une stabilité au revenu des producteurs de lait. Pour autant, les quotas laitiers sont critiqués au nom de l'efficacité économique et de l'équité. Non facilement transférables d'un producteur à l'autre (notamment en France), ils empêchent l'allocation des ressources dans les exploitations les plus compétitives. De même, ils constituent une barrière à l'entrée (seuls les producteurs bénéficiant d'un quota peuvent produire du lait) et sont générateurs de rentes. Enfin, ils ne permettent pas aux Etats membres déficitaires en lait d'augmenter leur production intérieure.

Compte tenu de la position des différents Etats membres, il est fort probable que cette

suppression soit effective à terme. L'augmentation progressive des volumes de lait et le développement de la contractualisation entre les producteurs et les entreprises seront les voies privilégiées pour y parvenir. **La suppression des quotas laitiers et le choix de découpler totalement les aides directes au secteur laitier sont deux options déterminantes quant à la relation future entre la production laitière et l'occupation du territoire.** Dans ce cadre, une concentration territoriale de la production est parfaitement imaginable à moyen ou long terme. Pour autant, trois facteurs peuvent interférer sur cette dynamique de concentration : les normes environnementales qui interdisent une production excessive dans certains territoires ; la contractualisation entre les producteurs et les entreprises ; la proximité entre les bassins de collecte et les lieux de consommation (le transport des produits laitiers frais est naturellement coûteux).

bovins

Interview



Patrick CHARPENTIER, Rapporteur de la Famille Transformation du BRILAC, qui fédère les coopératives et industriels privés de Charentes-Poitou

Quelle est votre analyse de la conjoncture caprine ?

Le marché des fromages de chèvre se développe régulièrement et positivement en France et à l'export. C'est une tendance lourde et un énorme atout. Les différents indicateurs de notre tableau de bord sont au vert. Pour accompagner ce marché, nos fabrications doivent toujours être en progression. Pour cela, nous sommes amenés à faire appel à un courant d'importation, devant une collecte régionale insuffisante. Cette dépendance pour nos approvisionnements devient trop importante et peut nous fragiliser ; nous avons nécessité de développer la collecte Charentes-Poitou. C'est un espace de production favorable à la création de revenus dans nos élevages, pour des modernisations (amélioration des conditions de travail...) et des installations. C'est l'occasion de conforter la dynamique caprine de Charentes-Poitou, forte, saine et attractive.

Comment développer l'élevage caprin en région ?

La revalorisation du prix du lait est la première réponse donnée par les transformateurs. Cette démarche est entamée depuis 2005 et se poursuit, même si l'on doit suivre de près le comportement des consommateurs face aux hausses de prix. Nos fromages sont toujours porteurs d'une excellente image auprès du public.

Nous devons installer au moins 50 jeunes par an dans le bassin laitier, et préparer en amont la transmission de nos ateliers ; les laiteries et OPA accompagneront jeunes et cédants dans leurs projets, dans le cadre du Plan d'Installation Capr'1 que nous lançons en région. Les volumes accordés à la production sont contractualisés dans un souci d'équilibre du marché et de maintien de nos valorisations.

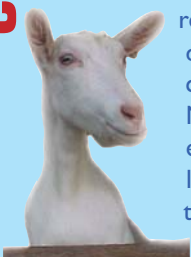
Nous devons faire pénétrer de manière plus importante la technique dans les élevages, car l'hétérogénéité des revenus est très forte quels que soient les systèmes ; le regard extérieur sur nos pratiques est toujours bénéfique et les meilleurs élevages sont souvent ceux qui sont suivis. Nous devons apprendre à parler positivement, sans éluder nos difficultés ; pour être attractifs, n'ayons pas peur de mettre en avant les atouts de nos métiers.

La France :

1^{er} pays européen pour la production de lait de chèvre

Parmi les 8 principaux pays producteurs de lait de chèvre en Europe, la France se situe en tête de la production laitière (33 %) puis arrive l'Espagne (28%) qui accuse une légère baisse de son troupeau. Les Pays-Bas montent en puissance mais leur modèle d'élevage intensif destiné à l'exportation est fragilisé par la hausse du coût des matières premières. La Grèce, quand à elle, détient le 1^{er} troupeau caprin mais il est surtout orienté vers la viande (33 %).

caprins



Lait de chèvre



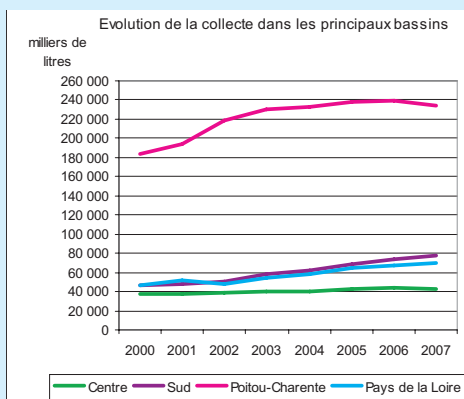
Gérard BARBIN

**Economiste
Institut de l'Elevage**

Une baisse inattendue de la collecte

Pour la 1^{ère} fois depuis 2000, la collecte française de lait de chèvre, a légèrement fléchi en 2007. Si elle a démarré avec une croissance relativement modérée, dans la continuité de 2006, le recul constaté dans la seconde partie de l'année a surpris. Cette inversion de tendance serait due à la médiocre qualité des fourrages récoltés en été.

Plafonnement en Poitou Charentes et dans le Centre



des volumes dans la région Centre (10% de la collecte nationale).

En Poitou-Charentes, les volumes collectés ont grimpé en 2002 et 2003, suite à un fort mouvement d'installations. Ensuite, la progression des volumes collectés n'a cessé de se ralentir, avec des croissances nettement inférieures à la moyenne nationale, pour stagner en 2006 et se réduire en 2007. Dans les Pays de la Loire la collecte connaît toujours une forte croissance, même si celle-ci s'est atténuée en 2007.

Poursuite du développement dans le Sud

C'est la région Midi-Pyrénées qui a montré le plus fort dynamisme de sa collecte en 2007. Même si ce bassin ne représente toujours que 6% du volume national, il se développe à grande vitesse. La progression est aussi sensible en Rhône-Alpes et dans les trois régions Aquitaine, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées où elle s'est accrue de 65% depuis 2000. Ce bassin laitier du Sud finit par représenter 17% de la collecte nationale.

Collecte nationale de lait de chèvre

2006 :

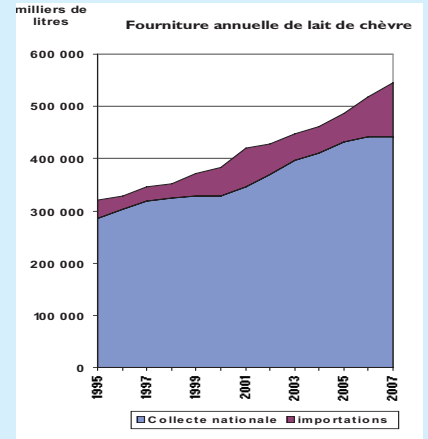
442 millions de litres

2007 :

441,4 millions de litres

Explosion des importations

Vu la faiblesse de la collecte nationale, les importations de produits intermédiaires, sous forme de caillé et de lait concentré, ont de nouveau explosé en 2007 (+37%), après déjà un bond de 40% en 2006. Les importations ont dépassé l'équivalent de 104 millions de litres de lait, soit 24% de la collecte nationale.



Les importations viennent principalement d'Espagne où des entreprises françaises disposent de filiales ou contractent avec des opérateurs locaux. Les Pays-Bas développent aussi leurs exportations de lait vers la France.

Assurant près de 19% de la fourniture totale de matière première à l'industrie, les importations ont sans doute atteint un seuil d'alerte en 2007. Une telle dépendance vis à vis des approvisionnements extérieurs est un facteur de fragilité pour la filière française, dans un contexte de rareté des matières premières et de volatilité des prix.

Ralentissement des fabrications industrielles

La forte croissance habituelle des fabrications industrielles de fromages de chèvre s'est nettement ralentie en 2007. Avec environ 88 000 tonnes de fromages produites la progression a été de moins de 3%, contre près de 7% en 2006. Depuis 2000, les fabrications industrielles de fromages ont affiché une croissance particulièrement élevée de 46%.

Ce sont les bûches et les bûchettes, les fromages les moins chers pour le consommateur, qui font l'essentiel de cette croissance. En 2007 les bûchettes représentaient plus de la moitié des fabrications de fromages pur chèvre affinés. Les bûches de plus de 1 kg maintiennent leur position à environ 12% des fabrications totales. Au total, depuis 2000, les bûchettes ont contribué pour moitié à l'expansion des fromages de chèvre, les fromages frais pour 20% et les bûches de plus de 1 kg pour 15%.

Mais les fromages de chèvre restent un produit de niche, puisqu'avec 88 000 tonnes ils ne représentent que 4,5% du total des fabrications industrielles de fromages, toutes espèces confondues. Il convient cependant de leur ajouter les volumes de fromages de chèvre fabriqués en production fermière qui pourraient se situer aux alentours de 18 000 tonnes par an.

EN POITOU-CHARENTES



Anne-Laure GOMAS

est Ingénieur Réseau Bovins Lait à la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres. Elle est intervenue à la journée lait organisée par la Commission Bovins Lait - Caprins de la Chambre d'Agriculture de Charente le 28 mars 2008.

Une grande disparité des revenus

Le RTA* moyen se situe entre 10 et 15 000 euros/UMO* mais peut varier de près de 0 à plus de 30 000 euros/UMO.

La question est donc de savoir comment faire pour passer de 10 000 à 20 000 euros de revenu sans travailler plus...

En classant les exploitations du Réseau bovins lait et caprins de Poitou-Charentes par système fourrager ou alimentaire, le revenu disponible* moyen est peu lié au système de production. Quel que soit le système, il se situe autour 20 000 euros /UMO. Par contre, il y a beaucoup de disparité à l'intérieur d'un même système.

Facteur 1 à 8 selon l'efficacité

La dimension de l'exploitation n'est pas non plus déterminante puisque pour une exploitation dégageant environ 130 000 euros de produit/UMO F, le revenu disponible varie de 5 000 à 40 000 euros !

Ce qui différencie les deux situations, c'est l'efficacité du processus de production.

Un des indicateurs de l'efficacité économique de l'exploitation est le **ratio disponible/produit** car il prend en compte la proportion des charges opérationnelles, des charges de structure et des annuités par rapport au produit de l'exploitation. Lorsqu'on observe comment le disponible/UMO F varie en fonction de cette efficacité, on constate une forte corrélation : meilleure est l'efficacité, meilleur est le revenu. C'est ensuite la dimension de l'exploitation qui fait la différence pour une même efficacité : avec 25 % de disponible/produit, le disponible/UMO F varie de 20 à 50 000 euros.

Un système cohérent pour plus d'efficacité

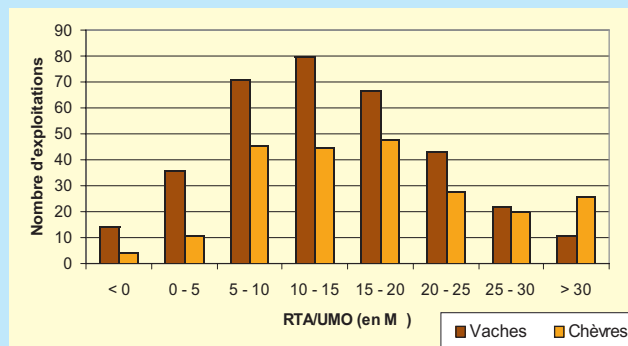
Pour améliorer son efficacité économique, il est tout d'abord possible de maximiser son produit en réalisant son droit à produire, en engraisant ses réformes ainsi qu'en limitant les pénalités liées à la qualité du lait... C'est ensuite l'ensemble des charges qu'il faut passer en revue, particulièrement dans le contexte actuel de hausse du prix des intrants. Faites vieillir vos reproductrices, limitez les problèmes sanitaires liés à des déséquilibres alimentaires ou à une mauvaise ambiance des bâtiments. Au niveau de l'alimentation, les fourrages sont plus économiques que les concentrés, et ce que vous produisez est moins coûteux que ce que vous achetez. Pour les engrais et les concentrés, demandez-vous si les quelques litres ou quintaux supplémentaires recherchés ne vous coûteront pas plus cher que ce qu'ils vous rapporteront. Les solutions de mécanisation collectives sont toujours plus économes que l'équipement individuel, qu'elles passent par la copropriété, la Cuma, l'entreprise ou le cercle d'échange. Enfin, la cohérence de votre système à tous les niveaux est primordiale. En bovins lait, si vos terres ne produisent pas plus de 7 T MS de maïs, ne vous orientez pas vers un système basé uniquement sur les stocks de maïs et à l'inverse renoncez à avoir des vaches à 10 000 kg de lait en système pâturage. En caprins, avec un système déshydraté, il faut impérativement une bonne production par chèvre si on veut dégager une marge correcte.

Avant de se lancer dans la course au volume, décortiquez les chiffres de votre exploitation. Plus d'efficacité, c'est travailler mieux pour gagner plus. Seulement ensuite l'augmentation des volumes pourra s'envisager à condition que l'équilibre du système et la disponibilité en main d'oeuvre le permettent. Mais attention à ne pas travailler plus sans gagner plus...

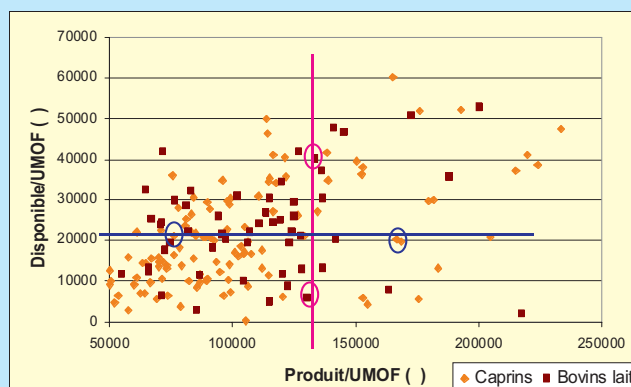


Caprins ou bovins

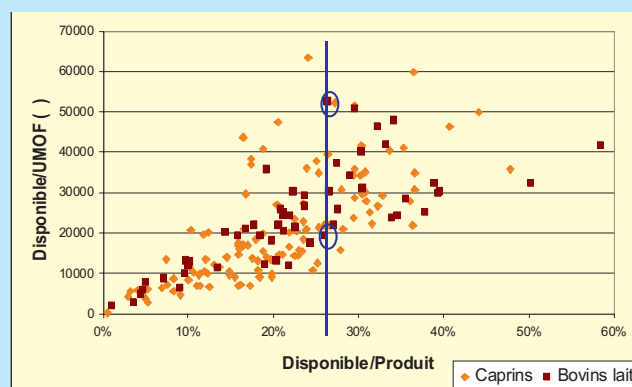
être avant tout efficace



source CEK - 2005-2006



source Réseau d'élevage bovin lait Poitou-Chites - années 2005-2006



Définitions

- * - RTA = revenu du travail agricole avant salaire et prélèvement des associés
- revenu disponible = revenu disponible pour les prélèvements privés et l'autofinancement
- UMO F = Unité de Main d'Oeuvre familiale



Aides aux petits aménagements BOVINS-CAPRINS (en Poitou-Charentes)

L'Office de l'Elevage apporte des aides aux petits aménagements. Pour être éligibles il doivent être compris entre 2000 et 4000 euros et se rapporter à :

- l'aménagement des abords de ferme (chemin d'accès, abords bâtiment et laiterie...)
- la mise en place d'un local ou d'une armoire vétérinaire
- l'installation d'un traitement de l'eau
- l'amélioration de l'ambiance du local uniquement pour les chevreaux.

Les dossiers sont disponibles auprès des laiteries et de la section fermière de la FRESYCA (pour les producteurs fermiers caprins).

ATTENTION : La demande et l'accord doivent être préalables aux investissements !

bovins

Qualité du lait

Les règles se durcissent avec le nouvel accord interprofessionnel mis en application depuis début 2008. Les contrats d'amélioration et les commissions de conciliation sont toujours d'actualité mais dans certaines situations « durablement hors-normes » (cellules) le recours à un arrêt de collecte pourra être envisagé.

Point des adhésions chartes en Charentes Poitou



Chartre des Bonnes Pratiques : **2660**



AOC : **370**

caprins

Chabichou du Poitou

Les 520 élevages caprins de la zone d'appellation, dont le lait peut servir à la fabrication de l'AOC, seront invités à élire leurs représentants au Syndicat de Défense du Chabichou du Poitou. Au delà des règles de fabrication, le Syndicat entreprend la mise en place de critères complémentaires sur les conditions de production du lait.



Code Mutuel des Bonnes Pratiques : **550**

Baromètre

Prix du lait :

Evolutions - Recommandations nationales :

1^{er} trimestre 2008/2007 : + 103,7 euros/1000L

2^{ème} trimestre 2008/2007 : + 63,8 euros/1000L

Revalorisation du prix du lait de chèvre en Poitou-Charentes et Pays de la Loire

au moins 50 euros/1000L, au plus tard le 01/01/08

Prix moyen payé au producteur en Poitou-Charentes

1^{er} trimestre 2008 : 389,6 euros/1000L

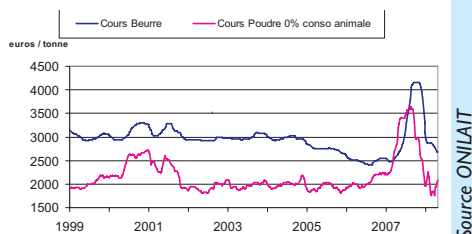
1^{er} trimestre 2007 : 288,6 euros/1000L

1^{er} trimestre 2008 : 610,6 euros/1000L

1^{er} trimestre 2007 : 544,1 euros/1000L

Le prix du lait est calculé par la DRAF après enquête mensuelle des laiteries. C'est un prix du lait moyen payé au producteur, toutes primes comprises et toutes qualités confondues. Attention, il ne prend pas en compte les compléments de prix. Les données de mars sont provisoires.

Cotations Beurre - Poudre



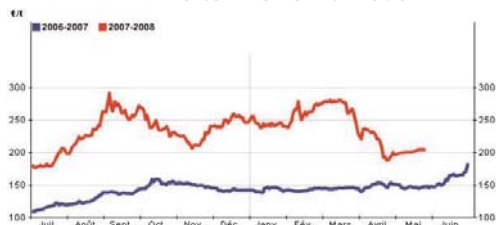
Collecte du lait de chèvre

janvier-février 2008 par rapport à janvier-février 2007

Poitou-Charentes : + 3,5 %
Pays de la Loire : + 2,7 %

Source : Office de l'Elevage

Blé tendre rendu Rouen



Soja 48%, Brésil, pellet départ Montoir

